

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le 11 octobre 2024

Le pouvoir d'achat des habitants fortement attaqué !

Santé, logement, retraite... rien n'est épargné aux habitants. Ils vont devoir payer les choix politiques austéritaires et libérales du Gouvernement Barnier, conséquences de sept ans d'une politique de destruction des services publics et des filets de protections sociales. La CNL Val-de-Marne s'inquiète de la paupérisation accrue des habitants du département.

Le projet de loi de Finances 2025 et le projet de loi de finances de la Sécurité sociale vont dans le sens d'une plus grande austérité, la plus importante régression sociale depuis plus de 20 ans : 60 milliards dont 40 milliards. Les efforts proposés vont se faire, encore, sur le dos des habitants !

Sur **l'électricité**, le Gouvernement entend augmenter non pas de 32,44 euros le mégawattheure (MWh) mais de 50 euros soit une hausse de 54 % par rapport à son niveau de 2022. Ce réajustement s'accompagne de la promesse d'une baisse du tarif réglementé de 9 % des usagers... après 40 % d'augmentation depuis deux ans ! Surtout, pour 6 à 8 millions de ménages qui ne sont pas au tarif réglementé, c'est la douche froide !

Après avoir fait passer récemment en force une réforme des retraites décriée par la majorité de nos concitoyens, les 17 millions de **retraités** vont devoir patienter jusqu'en juillet 2025 pour obtenir une revalorisation de leur retraite, soit une perte 100 euros sur leur pouvoir d'achat.

Le **logement social** n'est pas la priorité du Gouvernement qui entend favoriser l'accession à la propriété au logement social. Les loyers vont augmenter de + 3,2 % l'an prochain et les charges de l'ordre de 20 %. Le « *choc de l'offre* » doit être en adéquation avec la demande réelle de la population alors que 2,7 millions de personnes sont en attente d'un logement en France dont 110 000 dans le département.

La **santé** est elle aussi touchée. Le taux de prise en charge des consultations médicales des patients par l'assurance-maladie est réduit comme les remboursements des produits de santé aux laboratoires. Le reste serait compensé, ou non, par les mutuelles. Les mutuelles entendent déjà augmenter les prix de leur couverture.

Ce sont les salariés, les retraités, les millions de personnes dont le pouvoir d'achat ne cesse de baisser qui vont payer les pots cassés.

Il est impératif de revenir à un service public des énergies, à la construction massive de logements sociaux et un gel des loyers. Il est aussi nécessaire de refonder une Sécurité sociale intégrale pour l'ensemble de la population.

La CNL Val-de-Marne entend participer à tous les rassemblements, mobilisations et actions pour faire échec à un plan d'austérité **budgétaire injuste et inacceptable** qui n'a d'autre objectif de paupériser définitivement l'ensemble des habitants qui n'en peuvent plus de payer.

Fédération C.N.L. du Val-de-Marne
Contact presse

CNL 94 01 43 91 11 11 / cnl.94@wanadoo.fr – #cnlvaldemarne